

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 15 mars 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "relatif aux mesures particulières de publicité et aux enquêtes publiques des installations de classe I.A., I.B. et II.", a donné le 19 avril 1993 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 15 maart 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid voor het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve "betreffende de speciale regelen van openbaarmaking en de openbare onderzoeken voor inrichtingen van klasse I.A., I.B. en II.", heeft op 19 april 1993 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Les mesures particulières de publicité et les modalités des enquêtes publiques prévues par l'arrêté en projet, de même que celles que prévoit le projet d'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale "modifiant l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1992 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité", examiné sous la référence L. 22.266/9, sont très largement inspirées de l'arrêté de l'Exécutif du 3 juillet 1992 précité que, par ailleurs, l'arrêté en projet examiné, ce jour, sous le n° L. 22.262/9 tend à modifier.

En vue de faciliter la compréhension et l'application des procédures, il s'impose de grouper tous ces textes en un seul, en adaptant l'arrêté précité du 3 juillet 1992, et de revoir l'intitulé et le préambule de cet arrêté unique.

C'est en tenant compte de cette observation générale que les remarques suivantes sont formulées.

Observations particulières.

Article 3.

1. A la dernière ligne du texte français de l'alinéa 1er, l'adjectif "maintenue" doit s'écrire au pluriel.

.../...

2. A l'alinéa 2, les mots "et dans un nombre suffisant d'emplacements sur l'aire géographique susceptible d'être affectée par les incidences du projet" sont inutiles, dès lors que l'article 8, alinéa 1er, et l'article 12 du projet déterminent le nombre d'emplacements dans lesquels doit s'effectuer l'affichage. Ces mots doivent donc être omis.

Article 4.

A l'alinéa 2, le texte doit désigner les personnes chargées de fournir les explications.

Le texte néerlandais de la fin de ce même alinéa serait mieux rédigé ainsi qu'il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer à l'alinéa 2 le mot "afgeleverd" par le mot "afgegeven".

Article 6.

Il n'appartient à l'Exécutif ni de déterminer le délai dans lequel le collège dresse le procès-verbal de clôture de l'enquête, ni de préciser que les observations et réclamations sont jointes à ce procès-verbal, dès lors que ces règles sont déjà prévues par l'article 113, alinéa 3, de

.../...

l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, applicable dans les hypothèses visées par l'arrêté en projet (1).

La disposition doit donc être omise.

Article 7.

Le texte néerlandais serait mieux rédigé ainsi qu'il a été indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. Selon les explications du délégué de l'Exécutif, le rayon visé à l'alinéa 1er doit, comme celui prévu à l'alinéa 2, être calculé à partir de la limite extérieure du terrain sur lequel l'implantation de l'installation est projetée.

Le texte doit être revu en conséquence.

La même observation vaut pour l'article 12.

(1) Voir l'article 3, 9°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, ainsi que l'article 18, alinéa 4, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement.

2. A la fin de l'alinéa 2, mieux vaut écrire :
"... sont avertis individuellement de la demande, par écrit
et à domicile".

Article 9.

L'alinéa 2 est inutile et doit être omis; en effet,
l'annexe 1 établit le modèle de l'avis d'enquête.

Chapitre III.

Pour respecter la terminologie de l'ordonnance du
30 juillet 1992 relative au permis d'environnement, mieux
vaut, dans le texte français, remplacer le terme "provisoi-
res" par le terme "temporaires".

Article 10.

1. Le texte en projet s'applique, non seulement
dans l'hypothèse de l'enquête publique prévue par l'arti-
cle 35, alinéa 1er, de l'ordonnance du 30 juillet 1992
relative au permis d'environnement, mais aussi dans celle
visée à l'article 17, § 1er, alinéa 1er, de cette ordonnan-
ce.

La rédaction du texte doit tenir compte de la
distinction à faire entre ces deux hypothèses, par exemple
en consacrant à chacune d'elles un alinéa distinct.

.../...

2. En ce qui concerne l'enquête prévue par l'article 35, alinéa 1er, de l'ordonnance, les auteurs du projet doivent tenir compte du fait que deux cas sont susceptibles de se présenter : soit la commune a envoyé l'accusé de réception prescrit par l'article 12, § 2, de l'ordonnance, soit elle a laissé expirer le délai prévu pour son envoi sans avoir adressé de demande de document complémentaire. Le délai de cinq jours fixé par la disposition en projet ne peut s'appliquer que dans le premier cas; dans le second, l'article 35, alinéa 1er, de l'ordonnance dispose expressément que le dossier est soumis à enquête le lendemain de l'expiration du délai prévu pour l'envoi de l'accusé de réception.

3. En ce qui concerne l'enquête prévue par l'article 17, § 1er, alinéa 1er, de l'ordonnance, il serait plus judicieux de calculer le délai dans lequel le dossier est soumis à enquête à dater de la réception de celui-ci par le collège des bourgmestre et échevins.

4. Par ailleurs, il y a lieu d'écrire : "... le collège des bourgmestre et échevins soumet le dossier à l'enquête publique ...".

Il suit des observations qui précèdent que le texte doit être réécrit.

.../...

Article 11.

Il y a une discordance entre le texte français et le texte néerlandais.

Article 12.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer le mot "voorzien" par le mot "bedoeld".

Article 14.

Sur divers points, la disposition en projet se borne à paraphraser des règles déjà établies par voie d'ordonnance. A cet égard, elle est inutile.

Par ailleurs, il n'appartient pas à l'Exécutif de déterminer le délai dans lequel le collège des bourgmestre et échevins transmet le dossier "aux organes représentés à (la commission de concertation)"; en effet, en vertu des articles 17, § 2, et 36 de l'ordonnance précitée du 30 juillet 1992, le collège soumet le dossier à la commission de concertation "dès la clôture de l'enquête publique".

Il n'appartient pas davantage à l'Exécutif de déterminer les documents à transmettre à la commission de concertation. En vertu des dispositions précitées de l'ordonnance du 30 juillet 1992, c'est le "dossier" qui est soumis à la commission de concertation; or, l'ordonnance

.../...

donne de la notion de "dossier" une définition (2) que l'Exécutif n'a pas le pouvoir de préciser ou de compléter.

La disposition en projet doit donc être omise.

Article 15.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer les mots "maakt het college ..., het volledige dossier opnieuw over" par les mots "zendt het college ..., het volledige dossier opnieuw toe".

Article 17.

La publication des dispositions en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que leur entrée en vigueur ne précède pas celle des ordonnances sur lesquelles elles sont fondées.

Observations finales.

1. Les nombres doivent s'écrire en lettres. Ainsi, on écrira : cent mètres, cent cinquante mètres.

(2) Voir l'article 3, 6°.

2. Dans les annexes de l'arrêté en projet, il y a lieu de remplacer, dans le texte néerlandais, les mots "op volgend adres" par les mots "op het volgende adres".

Algemene opmerking.

De speciale regelen van openbaarmaking en de nadere regelen voor de openbare onderzoeken waarin het ontworpen besluit voorziet, alsmede die waarin wordt voorzien door het ontwerp van besluit van de Executieve van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "tot wijziging van het besluit van de Executieve van 3 juli 1992 betreffende de openbare onderzoeken en de speciale regelen van openbaarmaking", onderzocht onder het nr. L. 22.266/9, zijn grotendeels geïnspireerd door het voornoemd besluit van de Executieve van 3 juli 1992 waarvan het ontworpen besluit dat heden wordt onderzocht onder het nr. L. 22.262/9, trouwens de wijziging beoogt.

Om de procedures bevattelijker te maken en de toepassing ervan te vergemakkelijken moeten al die teksten samengebracht worden in één tekst, door het voormelde besluit van 3 juli 1992 aan te passen en het opschrift en de aanhef van dat verzamelbesluit te herzien.

De volgende opmerkingen worden gemaakt met inachtneming van deze algemene opmerking.

Bijzondere opmerkingen.

Artikel 3.

1. In de Franse tekst schrijve men in de laatste regel van het eerste lid het adjectief "maintenue" in het meervoud.

.../...

2. In het tweede lid zijn de woorden "en op een voldoende aantal plaatsen binnen de geografische zone waarbinnen de effecten van het project een weerslag kunnen hebben" overbodig, aangezien in artikel 8, eerste lid, en in artikel 12 van het ontwerp het aantal plaatsen wordt bepaald waar de aanplakking behoort te geschieden. Die woorden moeten dus vervallen.

Artikel 4.

In het tweede lid moet in de tekst worden vermeld welke personen belast zijn met het verstrekken van de uitleg.

Bovendien behoort het slot van datzelfde lid als volgt te worden geredigeerd : "... uitleg verkrijgen over het dossier dat wordt onderzocht".

Artikel 5.

In het tweede lid vervange men het woord "afgeleverd" door het woord "afgegeven".

Artikel 6.

Het komt de Executieve niet toe de termijn te bepalen waarbinnen het college het proces-verbaal van sluiting van het onderzoek opstelt en evenmin te vermelden dat de opmerkingen en bezwaren bij dat proces-verbaal worden gevoegd, aangezien die regels reeds zijn vastgesteld in

.../...

artikel 113, derde lid, van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw, dat van toepassing is in de in het ontworpen besluit bedoelde gevallen (3).

De bepaling moet dus vervallen.

Artikel 7.

Het zou beter zijn het artikel als volgt te redigeren :

"Binnen veertien dagen na ontvangst van het dossier dat aan het college werd toegezonden met toepassing van de artikelen ..., legt het college van burgemeester en schepenen het dossier voor ter fine van openbaar onderzoek".

Artikel 8.

1. Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Executieve moet de in het eerste lid bedoelde straal, zoals die in het tweede lid, berekend worden vanaf de grens van het terrein waarop de plaatsing van de inrichting is gepland.

(3) Zie artikel 3, 9°, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de voorafgaande effectenbeoordeling van bepaalde projecten in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, alsmede artikel 18, vierde lid, van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning.

De tekst moet dienovereenkomstig worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 12.

2. Aan het slot van het tweede lid zou het beter zijn te schrijven : "... worden ieder afzonderlijk, schriftelijk en aan huis, van de aanvraag verwittigd".

Artikel 9.

Het tweede lid is overbodig en moet vervallen; het model van het bericht van aanplakking wordt immers in bijlage 1 bepaald.

Hoofdstuk III.

Om de terminologie in acht te nemen van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning zou het beter zijn in de Franse tekst het woord "provisoires" te vervangen door het woord "temporaires".

Artikel 10.

1. De ontworpen tekst is niet alleen van toepassing in het geval van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 35, eerste lid, van de ordonnantie van 30 juli 1992

.../...

betreffende de milieuvergunning, maar ook in het geval bedoeld in artikel 17, § 1, eerste lid, van die ordonnantie.

In de redactie van de tekst moet rekening worden gehouden met het onderscheid dat tussen die twee gevallen behoort te worden gemaakt, bij voorbeeld door aan elk ervan een afzonderlijk lid te wijden.

2. Wat het in artikel 35, eerste lid, van de ordonnantie bedoelde onderzoek betreft, moeten de stellers van het onderwerp rekening houden met het feit dat zich twee gevallen kunnen voordoen : ofwel heeft de gemeente het bij artikel 12, § 2, van de ordonnantie voorgeschreven ontvangstbewijs toegezonden, ofwel heeft zij de voor het toezenden ervan vastgestelde termijn laten verstrijken zonder aanvullende stukken te hebben aangevraagd. De door de ontworpen bepaling vastgestelde termijn van vijf dagen kan alleen worden toegepast in het eerste geval; in het tweede geval wordt in artikel 35, eerste lid, van de ordonnantie uitdrukkelijk bepaald dat het dossier ter fine van onderzoek wordt voorgelegd de dag na het verstrijken van de termijn voor het versturen van het ontvangstbewijs.

3. Wat het in artikel 17, § 1, eerste lid, van de ordonnantie bedoelde onderzoek betreft, zou het oordeelkundiger zijn de termijn waarbinnen het dossier ter fine van onderzoek wordt voorgelegd te berekenen vanaf de datum van ontvangst ervan door het college van burgemeester en schepenen.

.../...

4. Bovendien schrijve men : "Binnen vijf dagen ... het volledige dossier heeft toegezonden, indien ... openbaar nut, legt het college van burgemeester en schepenen het dossier voor ter fine van het openbaar onderzoek bedoeld in artikel 35 van de ordonnantie van 30 juli 1992 betreffende de milieuvergunning".

Uit de voorgaande opmerkingen volgt dat de tekst moet worden herschreven.

Artikel 11.

Er is een gebrek aan overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst.

Artikel 12.

In de Nederlandse tekst, vervange men het woord "voorzien" door het woord "bedoeld".

Artikel 14.

Op verschillende punten bepaalt de ontworpen bepaling zich ertoe reeds bij ordonnantie vastgestelde regels te parafraseren. In dat opzicht is de bepaling overbodig.

.../...

Bovendien is het niet aan de Executieve om de termijn vast te stellen waarbinnen het college van burgemeester en schepenen het dossier toezendt "aan de instellingen vertegenwoordigd (in de overlegcommissie)"; krachtens de artikelen 17, § 2, en 36 van de voormelde ordonnantie van 30 juli 1992, legt het college het dossier immers voor aan de overlegcommissie "zodra het openbaar onderzoek afgesloten is".

Het komt de Executieve evenmin toe te bepalen welke stukken aan de overlegcommissie worden toegezonden. Krachtens de voormelde bepalingen van de ordonnantie van 30 juli 1992, wordt het "dossier" voorgelegd aan de overlegcommissie; en het is zo dat in de ordonnantie van het begrip "dossier" een definitie (4) wordt gegeven die de Executieve niet kan verduidelijken of aanvullen.

De ontworpen bepaling moet dus vervallen.

Artikel 15.

In de Nederlandse tekst, vervange men de woorden "maakt het college ..., het volledige dossier opnieuw over" door de woorden "zendt het college ..., het volledige dossier opnieuw toe".

(4) Zie artikel 3, 6°.

Artikel 17.

De bekendmaking van de ontworpen bepalingen in het Belgisch Staatsblad zal zo geschieden dat de inwerking-treding ervan die van de ordonnanties waarop zij zijn gegrond niet voorafgaat.

Slotopmerkingen.

1. De getallen behoren in letters te worden geschreven. Zo schrijve men : honderd meter, honderd vijftig meter.

2. In de bijlagen bij het ontworpen besluit vervange men de woorden "op volgend adres" door de woorden "op het volgende adres".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
P. HANSE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

J. van COMPERNOLLE,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. ERNOTTE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. ERNOTTE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

C.-L. CLOSSET.